

France-Libye Le « Guide » libyen a été reçu deux fois à l'Élysée, en l'absence de l'équipe du Quai d'Orsay

Sarkozy et Kadhafi concluent « une dizaine de milliards d'euros de contrats »

Le premier jour de la visite de Mouammar Kadhafi à Paris, lundi 10 décembre, a été marqué par la signature d'une série de contrats et d'accords de coopération centrés sur l'armement, l'aéronautique, et le nucléaire civil, dont le montant global atteint, selon l'Élysée, 10 milliards d'euros.

Apparemment, s'exprimant devant la presse à l'issue de son entretien avec le « Guide » libyen, Nicolas Sarkozy s'est attaché, pour la deuxième fois en trois jours, à justifier l'invitation faite au dirigeant libyen de se rendre en France. « Il faut encourager ceux qui tournent le dos au terrorisme. Il faut encourager ceux qui tournent le dos à la possession de l'arme nucléaire », a-t-il expliqué. M. Sarkozy a aussi affirmé avoir dit à son interlocuteur « combien il fallait continuer à progresser sur le chemin des droits de l'homme dans tous ses aspects, tout ce qu'il restait à faire ».

Mouammar Kadhafi n'a pas failli à sa réputation. Pour sa première visite à l'Élysée depuis 1973, il est arrivé en retard, d'abord dans une sorte de tige sombre, la tête couverte d'une toque noire, à bord d'une longue Mercedes blanche. Il avait été accueilli à l'aéroport par le ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie.

M. Kadhafi a eu un entretien d'une heure avec le président français, avant d'être convié à un dîner à l'Élysée en compagnie de M. Sarkozy, d'une demi-douzaine de membres du gouvernement et de nombreux industriels. Le ministre français des

Contrats gaziers pour Gazprom, Shell, la Sonatrach et PGNIG

La Libye a attribué, dimanche 9 décembre, quatre périmètres d'exploration gazière à Shell, Gazprom, Sonatrach et PGNIG Oil & Gas Company (PGNIG), à la suite d'un appel d'offres, dans un contexte de concurrence exacerbée, marqué par le retour de ce pays sur la scène internationale.

Les résultats ont été annoncés lors d'une cérémonie publique dans un hôtel de Tripoli, en présence de responsables de compagnies pétrolières, de diplomates et de journalistes.

Gaz de France et Total-Sonatrach, qui étaient en compétition, n'ont pas remporté de contrat. Gaz de France, qui importe une grande quantité de son gaz de Libye, « souhaite mettre un pied » dans ce pays, avait indiqué, plus tôt, un responsable de la compagnie, ajoutant : « La Libye nous intéresse au plus haut point et nous souhaitons y travailler. »

Lancé en juillet, cet appel d'offres est le quatrième pour l'exploration d'hydrocarbures en Libye, mais le premier portant sur le gaz naturel. — (AFP.)

ISRAËL DROITS DE L'HOMME

Les Arabes israéliens sont confrontés à un racisme croissant

JERUSALEM

CORRESPONDANT

Le racisme entre juifs et Arabes d'Israël n'a jamais été aussi fort, dénonce l'Association pour les droits de l'homme en Israël (ACRI), dans son rapport annuel. Publié samedi 8 décembre, ce rapport de 70 pages estime que les incidents racistes envers les Arabes ont augmenté de 26 % en 2006. « Nous sommes une société qui vit dans un régime démocratique mais dont les institutions sont minées et dans laquelle les résidents ont un statut différent », indique Sami Michael, le président de l'ACRI, qui note l'accroissement des remarques racistes, des politiques discriminatoires et des violences policières.

S'appuyant sur les études de différents organismes indépendants, l'ACRI souligne que 55 % des juifs souhaitent voir l'État encourager le départ des Ara-

affaires étrangères, Bernard Kouchner, avait expliqué que, par un « heureux hasard », il avait d'autres obligations. Rama Yade, secrétaire d'État aux affaires étrangères et aux droits de l'homme, était également absent.

Pendant ce temps, une brochure était distribuée gracieusement aux journalistes sur le ponton de l'Élysée, préparée par une agence de communication au service du « Guide ». Mouammar Kadhafi y est décrit comme « un pionnier à travers le monde pour combattre le terrorisme international », un homme qui « n'a jamais menagé ses efforts pour la libération des otages, pour ramener la paix entre les Africains en conflits », et qui a en outre « apporté une grande contribution littéraire ». On y lit aussi que la Libye est un pays où « le chômage n'existe pas » et où « les études sont gratuites » et les soins médicaux « à la portée de tous ». A l'issue du dîner, il y

eu la cérémonie des contrats et conventions, en présence des deux chefs d'État et de chefs d'entreprises. « Je vais signer une dizaine de milliards de contrats », avait annoncé M. Sarkozy.

Un « mémorandum d'intentions » a été signé pour la fourniture de matériels militaires. Tripoli s'engageait à une « négociation exclusive » avec Paris. Une date limite, mi-2008, a été fixée pour la négociation des contrats commerciaux. La liste annoncée par l'Élysée comprend « 14 avions Rafale, 35 hélicoptères dont des Tigre et des Fenice, six navires, des véhicules blindés, des radars de défense anti-aérienne, et la remise

Rama Yade rappelée à l'ordre à l'Élysée, félicitée par l'opposition

« M^{me} YADE a exprimé une sensibilité, mais pas la voix de la France. » En une phrase, lundi soir 11 décembre, sur France 2, le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, a fermé le ban de la polémique née des propos tenus dans *Le Parisien* par la secrétaire d'État française aux droits de l'homme. « Les droits de l'homme, ce n'est pas une sensibilité, ce devrait être la voix de la France », lui a répondu le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, mardi sur RTL.

Rama Yade avait été jugé « indécente » la venue en France, coincé dans avec la journée mondiale des droits de l'homme, du colonel Kadhafi, si « cette visite se résume à la signature de contrats ou d'un chèque en blanc ». « La France n'est pas qu'une balance commerciale », avait-elle insisté. Elle avait aussi certé condamnation de critiques à peine voilées mettant en cause Nicolas Sarkozy. A propos des félicitations adressées à Vladimir Poutine après son succès électoral en Russie : « Ce coup de fil à Poutine n'avait pas besoin d'être châturloux. » Sur le voyage en



Le président de la République française, Nicolas Sarkozy, et le « Guide » de la Jamahiriya libyenne, Mouammar Kadhafi, lundi 10 décembre, pour sa première visite en France depuis 1973. ARIËLE AUDREAU / LE PARISIEN, MAURPPP.

à niveau des Mirage F-1. Ces équipements sont destinés principalement à la « Garde spéciale », la force prétorienne du régime libyen, commandée par Saadi Kadhafi, l'un des fils du « Guide ».

Un accord concernant des avions Rafale prévoit que des négociations techniques et commerciales vont s'engager avec Dassault. La France va par ailleurs remettre en état de vol 17 Mirage F-1 datant des années 1970, qui sont stockés au sol faute de pièces détachées et de maintenance. Les hélicoptères qui pourraient être fournis à la Libye sont des hélicoptères d'attaque Tigre, l'hélicoptère de transport Cougar EC-725 et des hélicoptères légers Ecane. Tripoli souhaite aussi se procurer six avions : des vélocités rapides, forme vitrangée de mètres et des patrouilleurs de 40 mètres.

S'agissant du nucléaire, la France et la

Chine, dont la secrétaire d'État avait été écartée : « Il ne faut pas que Nicolas Sarkozy tourne le dos à la diplomatie des valeurs. » La limite était franchie. Autorisée à s'exprimer dans la presse pour désamorcer les critiques que ne manquait pas de susciter la réception en grand pompe du chef de l'État libyen, M^{me} Yade est allée top top.

Le rappel à l'ordre n'a pas tardé. Convoquée dans la matinée à l'Élysée, elle essuie du chef de l'État lui-même une sévère remontrance. Puis elle centre sa déclaration diffusée sur Europe 1, dans laquelle elle tient des propos plus nuancés : « Je le redis : il est normal qu'on parle à tout le monde, c'est même un devoir de parler en priorité à ceux à qui on demande des efforts en matière de droits de l'homme, affirme la secrétaire d'État. Je dis et je redis que le Kadhafi d'aujourd'hui n'est pas le même que celui d'avant. Je fais et je redis que je ne suis pas hostile au principe de cette visite. »

La leçon a porté. En dehors des déclarations de M. Guéant, seul habitué à s'ex-

Libye ont signé un « mémorandum » prévoyant à terme « la fourniture d'un ou plusieurs réacteurs nucléaires pour le dessalement de l'eau de mer ». Ce texte constitue un accord bilatéral du même type que celui signé récemment entre la France et l'Algérie. Avera avait envoyé des experts à Tripoli, ces derniers mois, pour des « discussions précommerciales ». Celles-ci vont maintenant s'intensifier, afin de déterminer si un accord commercial peut être conclu pour la fourniture d'un ou de deux réacteurs pressurisés européens (EPR). Dans un premier temps, cette coopération pourrait porter sur la remise en état du réacteur de recherche situé à Ra'djoura, fourni par Moscou en 1979. Un autre volet concerne l'exploitation de mines d'uranium, à laquelle pourrait participer Avera.

Fin juillet, au lendemain de la libération des infirmières bulgares détenues pendant huit ans et torturées en Libye, l'un des fils Kadhafi, Saïf al-Islam, avait déclaré que le « plan » de son père était « de se rendre à Paris et d'y signer de grands contrats ». Il avait souligné l'importance des fournitures dans le domaine militaire. A propos de l'énergie atomique, il avait commenté que, si la Libye se procurait un réacteur nucléaire, elle pourrait « exporter de l'électricité vers l'Italie ».

La France, par cet accord nucléaire, devient le premier pays à envisager de livrer de la technologie sensible à la Libye depuis que ce pays a renoncé, en 2003, à son programme d'armes de destruction massive. Les États-Unis, qui ont retiré la Libye de la liste des pays soutenant le terrorisme, ont indiqué, lundi, qu'ils n'avaient pas d'objection. ■

NATALIE NOUGAYÈDE, JEAN-PIERRE TROUON ET LAURENTE ZECHINI

primer sur le sujet, l'Élysée se refuse à tout autre commentaire. M^{me} Yade a, en revanche, reçu les félicitations de Ségolène Royal pour « ses déclarations fermes et courageuses ». L'ex-candidate socialiste à l'élection présidentielle s'est cependant dite « déçue » par le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner. « J'aurais aimé qu'il soit aussi courageux que sa secrétaire d'État », a déclaré la présidente de Poitou-Charentes.

Malaise dans la majorité

Le malaise que provoque la venue de M. Kadhafi en France n'épargne pas les rangs de la majorité. Alors que le dirigeant libyen devait être reçu, mardi, par Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, puis devant rencontrer les responsables parlementaires dans la salle des fêtes de l'Hôtel de Lassay, le président du groupe UMP, Jean-François Copé, s'est dit, lundi sur RTL, « pas certain » d'y assister.

Membre de la commission d'enquête parlementaire sur la libération des indr-

bes d'Israël tandis que 78 % sont hostiles à l'intégration des partis politiques arabes au sein du gouvernement. Pour évaluer son constat, l'ACRI cite plusieurs chiffres : 50 % des juifs sont inquiets en entendant parler arabe dans la rue, 31 % en éprouvent de la haine et 30 % de phobie, alors qu'ils n'étaient que 17,5 % en 2005.

Les trois quarts des juifs interrogés ne voudraient pas vivre dans le même immeuble que des Arabes, 61 % ne souhaitent pas que des Arabes pénètrent chez eux et 55 % pensent que juifs et Arabes devraient avoir des lieux de diversissement séparés. Parmi les étudiants, 69 % estiment que les Arabes ne sont pas corrects et 75 % qu'ils ne sont pas « cultivés, éduqués et propres ».

Selon l'ACRI, ces attitudes à l'égard de la population arabe (20 % des Israéliens,

soit 1,3 million d'habitants) se traduisent par une politique discriminatoire à la Knesset (Parlement, sous forme de textes de loi voulant interdire aux non-juifs l'achat de terres, ou le droit de vote aux citoyens qui n'accomplissent pas leur service militaire, ce qui est le cas des Arabes mais aussi des religieux juifs orthodoxes.

Pour Mohammed Barakoh, député arabe du parti Hadash, ce constat n'est pas une surprise. « C'est la conséquence naturelle d'une campagne raciste conduite par les dirigeants politiques et militaires ainsi que le résultat de politiques racistes anti-arabes mises en place par les gouvernements successifs », affirme-t-il. « Le racisme est devenu la norme de la société israélienne », déplore encore le député Ahmed Tibi.

Les parlementaires arabes dénoncent continuellement le comportement discri-

minatoire des autorités israéliennes à leur égard. Les témoignages des voyageurs arabes soumis à des vexations et des humiliations lors des contrôles de sécurité à l'aéroport Ben-Gourion ne sont qu'un exemple parmi d'autres.

Les deux communautés vivent de plus en plus séparées et des voix s'élèvent pour défendre l'idée d'un rattachement des Arabes israéliens à un éventuel État palestinien. Régissant à la publication du rapport de l'ACRI, le président Shimon Peres a estimé, dimanche 9 décembre, qu'il fallait se dresser contre « cette dure et intolérable réalité ». Mais pour Yitzhak Lévy, ancien ministre de l'extrême droite : « Si les Arabes israéliens acceptaient leur statut de minorité et cessaient de coopérer avec les Palestiniens et les pays ennemis, la situation serait totalement différente. » ■

MICHEL BOLS-RICHARD

LIBAN

L'élection présidentielle libanaise reportée pour la huitième fois

BEYROUTH. Pour la huitième fois depuis septembre, la séance du Parlement libanais qui devait être consacrée, mardi 11 décembre, à l'élection d'un président de la République, a été reportée au 17 décembre en raison de désaccords entre la majorité et l'opposition parlementaires. Ces désaccords portent sur le processus d'amendement de la Constitution pour permettre l'élection à la tête de l'État du commandant en chef de l'armée, le général Michel Sleimane. Selon l'article 49 de la Constitution libanaise, il est en effet interdit à un haut fonctionnaire de devenir chef de l'État, sauf s'il démissionne de son poste deux ans avant l'élection. La majorité accuse l'opposition de se livrer à des manœuvres d'obstruction pour saboter le scrutin.

Les opposants s'en défendent. La présidence de la République est vacante depuis la fin du mandat d'Emile Lahoud, le 24 novembre. — (Corresp.)